

CONVENTION D'AIDE A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE (UNITAIRE OU SERIE DE FICTION OU D'ANIMATION)

ENTRE

la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité par la délibération n°XX-XXX de la Commission permanente du ,
ci-après dénommée « la Région »,
d'une part,

ET

La structure de production :
dont le Siège Social est situé
.....
.....
dont le N° de SIRET est et le code NAF/APE est
représentée par son représentant, dûment habilité à cet effet,
ci-après dénommée « le Bénéficiaire »,
d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le règlement (UE) N°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, tel que prolongé par le règlement (UE) n° 972/2020 de la Commission du 2 juillet 2020 ;

Vu le règlement UE n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2016 relatif aux aides de minimis, tel que prolongé par le règlement (UE) n° 972/2020 de la Commission du 2 juillet 2020 ;

Vu le régime cadre exempté en vigueur relatif aux aides régionales en faveur du cinéma et de l'audiovisuel, adopté sur la base du RGEC N°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu la Loi N°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée ;

Vu le Décret N°2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le Règlement financier du Conseil régional ;

Vu la délibération n° 20-190 du 10 avril 2020 de la Commission permanente du Conseil régional portant approbation de la Convention de coopération pour le cinéma et l'image animée entre l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes ;

Vu la délibération n° 21-133 du 26 Mars 2021 du Conseil régional portant approbation du cadre d'intervention pour le cinéma et l'audiovisuel.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir la subvention attribuée par la Région au Bénéficiaire de l'aide à la production de l'œuvre mentionnée ci-dessous : montant, conditions d'utilisation et modalités de paiement.

Article 2 – Objet et montant de l'aide

Dans le cadre des mesures en faveur du cinéma et de l'audiovisuel, la Région attribue une aide financière à la production d'une œuvre audiovisuelle d'un montant de _____ € au bénéficiaire pour le projet :

- Titre provisoire :
- Auteur :
- Réalisateur :
- Dates de début de tournage/de réalisation en région :
.....
- Lieux de tournage/réalisation en région :
.....
- Date prévisionnelle de diffusion du film :

Article 3 – Modalités de versement de l'aide

L'aide financière est liquidée de la façon suivante :

- 50 % au premier jour de tournage/de réalisation attesté par la feuille de service ou l'attestation de début de tournage ;
- 50 % après transmission de la fiche de suivi de production et d'un état récapitulatif certifié des dépenses du film, accompagné des pièces justificatives, permettant de justifier qu'au moins 160 % de la subvention (soit € HT) ont été dépensés sur le territoire régional. Les dépenses éligibles relatives à cet état récapitulatif complémentaire sont définies par la nomenclature ci-jointe.

En cas de coproduction, les comptes pourront être remis par le coproducteur (ou partagés entre les coproducteurs) sous réserve d'avoir fourni le contrat de coproduction.

Il est à noter que les aides à la production sont des aides à l'investissement qui doivent être prises en compte en tant que telles dans la comptabilité de la structure.

Article 4 – Présentation des pièces justificatives

Toutes les pièces justificatives doivent être signées par le Président ou la personne dûment habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

Article 5 – Délai de validité de l'aide

Le Bénéficiaire dispose d'un délai de cinq ans à compter de la date du vote de la convention pour transmettre les pièces justificatives, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services régionaux faisant foi.

Si le Bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, il peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, il doit adresser à la Région, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au

moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité prévu par l'acte attributif de la subvention. Pour être considérée comme acceptée par la Région, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de la Commission permanente, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

Article 6 – Modalités d'information du public

En cas de réalisation du projet, le Bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer aux génériques de début et de fin du film, la mention avec « le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en partenariat avec le CNC », ainsi que sur tous documents promotionnels, d'information, dossiers de presse ou articles de presse, produits dérivés du film ;
- en cas d'intervention de la Commission régionale du film, cette collaboration doit également figurer au générique.

Article 7 – Conditions d'utilisation de l'aide

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage :

- à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région ;
- à ce que la durée de fabrication en région Provence-Alpes-Côte d'Azur soit significative ;
- à informer la Région des étapes importantes de la préparation, de la production, de la réalisation, de la postproduction, de l'exploitation et de la diffusion de l'œuvre ;
- à autoriser les visites de tournage (scolaires, élus, agents régionaux) dans le respect du plan de travail de l'équipe ;
- à associer la Région à toute opération de presse sur le tournage et à remettre à la Région, libres de droit et gratuitement, des photos prises en cours de tournage et pouvant servir des opérations de communication ;
- à informer la Région des dates de diffusion du film et, le cas échéant, à l'associer à l'organisation d'une avant-première en Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les trois semaines qui précéderont la diffusion du film. Le producteur devra informer la Région le plus tôt possible et impérativement avant ce délai des dates de sortie du film.
- à remettre à la Région le matériel de communication liés au film : des affiches (format papier ou numérique en HD), des photos de tournage et des photos du film (format numérique HD) et la bande annonce ou des extraits du film (format numérique en HD) ;
- à remettre à la Région cinq BLU-RAY du film (s'il n'existe pas d'édition Blu-Ray, un envoi du film au format numérique HD) pour utilisation éventuelle à des fins non commerciales ainsi que la fiche de suivi fournie par la Région ;
- à libérer les droits non commerciaux d'exploitation/diffusion de l'œuvre pour toute opération coordonnée par la Région et à être attentif aux opérations de diffusion et d'éducation aux images soutenues par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- à s'assurer auprès du distributeur de l'application de cette obligation et à obtenir du distributeur un engagement écrit dans ce sens -
- à être attentif et à prendre part - dans la limite des disponibilités - aux opérations de diffusion et d'éducation aux images soutenues par la Région ;

Le Bénéficiaire s'engage à informer la Région par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification :

- administrative le concernant (changement de dénomination sociale du Bénéficiaire, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...) ;

- matérielle, financière, ou technique du projet subventionné (date de réalisation, budget prévisionnel...).

Toute modification de l'objet de la subvention doit être formellement acceptée par la Région et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des dispositions du Règlement général d'exemption par catégorie (RGE) N°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2014, tel que prolongé par le règlement (UE) n° 972/2020 de la Commission du 2 juillet 2020.

Conformément à l'article 1611-4 du CGCT, il est interdit au bénéficiaire d'une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention d'attribution conclue entre la Région et le Bénéficiaire.

Article 8 – Responsabilité de la Région

L'aide financière apportée par la Région à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 – Modalités de contrôle

Le Bénéficiaire de la subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

Le Bénéficiaire ayant reçu, dans l'année en cours, une ou plusieurs subventions est tenu de fournir à la Région une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotées, par le Président ou par la personne dûment habilitée.

Lorsque la subvention régionale est affectée à une dépense déterminée, le Bénéficiaire doit produire à la Région un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu financier, daté et signé par le représentant légal de la structure, doit être transmis à la Région dans les six mois qui suivent l'exercice pour lequel la subvention est attribuée.

Le compte-rendu financier est réglementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné, il fait apparaître les écarts éventuels exprimés en euros et en pourcentage constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

Le compte-rendu financier est accompagné de deux annexes :

- la première annexe comprend un commentaire sur les écarts constatés entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte-rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet ;
- la seconde annexe comprend une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Article 10 – Non-respect par le Bénéficiaire des dispositions de la convention ou du règlement financier

En cas de non-respect du délai de validité prévu par la présente convention, le Bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues, calculées en rapportant les dépenses justifiées au montant des dépenses en Région calculées

En cas de non-respect par le Bénéficiaire de l'une des dispositions du règlement financier ou si le contrôle des pièces transmises par le Bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Région la conduisent à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération subventionnée, le Bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

Article 11 – Obligations du Bénéficiaire relatives à la protection des données à caractère personnel

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Région de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- à informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité ;
- à obtenir leur consentement express ;
- à transmettre à la Région les coordonnées du responsable de traitement de données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

Article 12 – Date d'effet et résiliation de la convention

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Région au Bénéficiaire de l'aide. La convention prend fin par le versement du solde de la subvention au Bénéficiaire de l'aide, par la résiliation de la convention à l'initiative du Bénéficiaire renonçant à l'aide ou par la résiliation unilatérale et de plein droit par la Région en cas de dissolution de la structure ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le Bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire de la subvention.

Fait en trois exemplaires originaux.

Le.....

Le

Le Bénéficiaire,

Le Président du Conseil régional,

M.....

M

Modèle pour information

NOMENCLATURE DES DEPENSES ELIGIBLES AU TITRE DES AIDES A LA PRODUCTION DE LA REGION PROVENCE-ALPES- CÔTE d'AZUR

Pour être éligibles, les dépenses doivent

- être effectuées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- être directement liées à la production du film aidé,
- être acquittées par le bénéficiaire de la subvention ou par le coproducteur sous réserve qu'il ait fourni le contrat de coproduction afférent.

Il s'agit des :

1 - Droits artistiques :

Droits d'archives audiovisuelles, photographiques et sonores, droits d'auteurs, etc.

2 - Frais de personnel :

Salaires et charges liées de comédiens, techniciens, figurants, auteurs, réalisateurs, conseillers techniques, conseillers artistiques, traducteurs, musiciens, agents, membre de l'équipe de production, etc.

3 - Décors et costumes :

Location, construction et éclairage de décors ; location, achat d'accessoires de décor, location de studios, auditorium, location ou achat de costumes, postiches, maquillage, etc.

4 - Frais de Régie :

Location de bureaux, de véhicules, téléphone, frais de documents, dépenses de restauration, d'hébergement, de déplacements lorsqu'elles sont directement liées à la production et peuvent être rattachées à la période de repérage, de tournage et de post-production du film, etc.

5 - Moyens techniques :

Location et achat de tout matériel technique concourant à la fabrication du film (éclairage, montage, prise de vue, machinerie, duplication, sous-titrage, doublage...), etc.

6 - Assurances